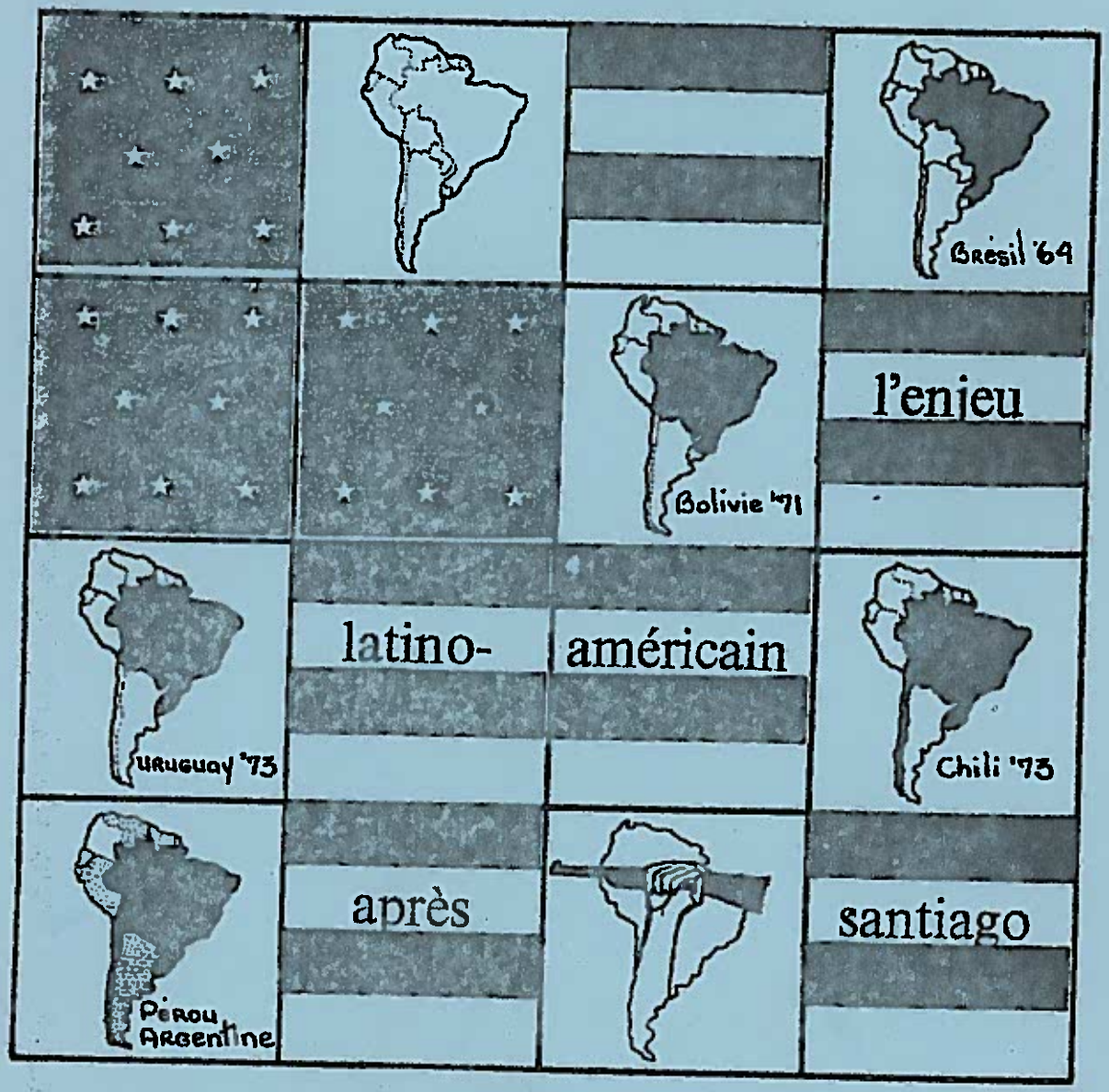
Déc. 1976 #21?

0.50

"LE FACISME EST LE DERNIER RECOURS DE L'IMPERIALISME ET DU CAPITALISME DEPENDANT. LE RENVERSEMENT DU FASCISME A L'ECHELLE DU CONTINENT SIGNIFIERA LE RENVERSEMENT DU CAPITALISME ET L'ACCES DU PEUPLE AU POUVOIR."

PEDRO VUSKOVIC,
ex-ministre du gouvernement ALLENDE



CHILI - QUEBEC INFORMATIONS DEC. 1976

COMITE QUEBEC-CHILI 356 est, Ontario, Montreal - 842-8459

TABLE DES MATIERES

Quelques propos de Pedro Vuskovic sur... p. 1

Chili: la tragédie présente et le projet d'avenir, P. Vuskovic, octobre 1976 p. 9

Notes: la politique actuelle de l'impérialisme: stabiliser Pinochet p. 28

Extraits d'une rencontre avec Jacques Chonchol p. 31

TABLE DES MATIÈRES

QUELQUES PROPOS DE PEDRO VUSKOVIC SUR...

- l'inviabilité d'un retour à la démocratie au Chili
- les nouvelles conditions objectives qui se développent au Chili
- la classe ouvrière chilienne et l'Unité Populaire
- la gauche chilienne

Lors de son passage à Montréal, les 7 et 8 octobre derniers, Pedro Vuskovic, Ministre de l'Economie durant les 18 premiers mois de l'Unité Populaire, participait, entre autres, à deux rencontres publiques:

- l'une, au Conseil central des syndicats nationaux de Montréal, avec des militants et permanents syndicaux;
- l'autre, à l'Ecole Jeanne-Mance, avec un public en majorité composé de Chiliens, mais où l'on trouvait aussi de nombreux québécois.

La plupart des thèmes abordés par M. Vuskovic lors de ces deux rencontres se retrouvent dans le texte publié in extenso du présent bulletin. Mais quelques autres thèmes furent également abordés dont nous avons voulu brièvement rendre compte dans les notes qui suivent.

. L'INVIABILITE D'UN RETOUR A LA DEMOCRATIE AU CHILI

. Il faut chasser cette illusion que l'élection de Carter aux Etats-Unis pourrait signifier pour le Chili un retour à brève échéance à la démocratie, la chute de la dictature. Certains pensent en effet que dès janvier 1977, le régime fasciste pourrait tomber au Chili advenant l'élection des démocrates à la présidence.

Y a-t-il tellement de différence entre Ford et Carter, entre les intérêts que représentent l'un et l'autre?

. Les problèmes qui ont amené l'impérialisme et la grande bourgeoisie chilienne à imposer le fascisme, à rejeter la démocratie ne sont pas purement conjonctuels, provisoires. Les défaites subies par l'impérialisme américain dans d'autres parties du monde, ses problèmes d'accumulation sont tels qu'il ne peut survivre que par la surexploitation des travailleurs en Amérique Latine - et aussi plus que par le passé, par l'exploitation des travailleurs américains eux-mêmes.

La montée des luttes ouvrières au Chili, en Amérique Latine menaçait de plus en plus l'impérialisme, et le capitalisme dépendant latino-américain. C'est pour arrêter cette montée, assurer de meilleures conditions de surexploitation que l'impérialisme a étendu sur l'Amérique Latine le pouvoir de la dictature. Pense-t-on qu'il va reculer là-dessus? La dictature fasciste est le recours ultime de l'impérialisme et des capitalistes latino-américains pour résoudre leurs problèmes d'accumulation. Ils ne peuvent plus se permettre le retour à la démocratie bourgeoise: celle-ci ne leur offre plus la garantie néecessaire à leurs besoins économiques.

. LES NOUVELLES CONDITIONS OBJECTIVES QUI SE DEVELOPPENT AU CHILI

. L'impérialisme est en voie de remanier complètement l'économie latino-américaine conformément à ses besoins, à ses objectifs. Dans ce plan, le Chili est destiné à être un pays de second ordre, fournisseur de matières premières, de produits agricoles. Il y aura affaiblissement du secteur industriel. Les produits industriels dont a besoin le Chili viendront des Etats-Unis, du Brésil.

. En conséquence, on procède actuellement à l'élimination massive de la petite et de la moyenne entreprises. Des centaines et des centaines d'entreprises sont acculées à la faillite, doivent se vendre aux monopoles. La petite et moyenne bourgeoisies se voient dépouillées de leur pouvoir, de leurs prérogatives au profit des grands monopoles liés au capital impérialiste.

. La petite-bourgeoisie connaît elle-même une situation très difficile. La réduction des services publics, de l'appareil d'Etat, de l'activité économique en général la voue à un chômage important, à la prolétarisation.

. De larges couches de la population marginale (le traditionnel "lumpen-prolétariat") sont en fait maintenant constituées de travailleurs en chômage...etc. Ce ne sont donc pas des couches marginales traditionnelles, dépourvues de conscience de classe, proies faciles pour le fascisme. Au contraire, on y retrouve maintenant beaucoup de travailleurs qui avaient lutté, qui avaient développé une conscience de classe. Les couches marginales sont donc désormais différentes, pénétrées d'éléments de conscience de classe - et elles seront plus mobilisables que jamais auparavant dans la lutte.

. LA CLASSE OUVRIERE CHILIENNE ET L'UNITE POPULAIRE

. La classe ouvrière chilienne a une longue tradition de luttes.

Dès la fin du XIX^{e} siècle, elle commençait à s'organiser en syndicats. Dès ce moment, elle mena de dures luttes contre l'exploiteur. Elle fut à maintes reprises réprimée, massacrée.

Elle a montré plus que toute autre classe, lors du gouvernement populaire, qu'elle était la classe révolutionnaire.

. J'ai pu, comme ministre de l'Économie du gouvernement d'Unité populaire, éprouver, expérimenter de l'intérieur, les grandes contradictions, les difficultés que rencontre un pays dépendant qui veut se sortir de la dépendance.

Ces problèmes, nous les rencontrions à tous les niveaux. Problèmes d'approvisionnement: nous avions besoin de machines, de pièces de machines, de biens qui entrent dans la production de produits finis. Or de ce côté-là, toute notre histoire nous rendait dépendants de l'extérieur. Problèmes de débouchés également: où allions-nous écouler nos exportations? Comment négocier de nouvelles conditions, plus favorables au Chili, avec les clients traditionnels du Chili, dont nous dépendions donc fortement? Et le financement de nos projets, la dette externe héritée du passé? Le gouvernement populaire voulait réellement rompre avec tout cela, mais on ne rompt pas la dépendance du jour au lendemain. Toute l'infrastructure du pays restait conditionnée par cette dépendance. Comment lier le projet de libération et les conditions héritées de la dépendance? Devant de tels problèmes, un pays se trouve vraiment seul, isolé. D'autant plus que le blocus exercé contre le Chili nous privait de biens de production et nous fermait de traditionnels marchés (pour le cuivre...).

Nous éprouvions très clairement à quel point il n'y avait pas de solution technocratique, bureaucratique à ces problèmes.

Pas plus qu'il n'y en avait aux problèmes causés par la réaction, la contre-révolution, lorsque celle-ci se mit en marche au Chili. Que faire devant les sabotages de la production, de l'infra-structure? Que faire devant les patrons qui fermaient leurs usines? devant la grève des camionneurs?

Il n'y avait pas de solution bureaucratique à cela.

C'est alors que la classe ouvrière a montré qu'elle était révolutionnaire, de quelle créativité elle était capable.

La contre-révolution s'acharnait à paralyser le pays, en conjonction avec l'impérialisme. C'est la classe ouvrière qui empêcha la paralysie de se produire.

Les pièces de rechange, la machinerie qui nous manquaient pour assurer la poursuite de la production, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui peu à peu apprirent à les fabriquer.

Les patrons décidaient de "faire la grève", de fermer les usines. Les travailleurs montrèrent qu'ils tenaient à garder le pays en activité. Ils commencèrent à occuper leurs usines, à prendre eux-mêmes en main la direction des entreprises. Ces occupations se multiplièrent de plus en plus dans les derniers mois de l'Unité populaire.

La classe ouvrière entrait en action et s'imposait de plus en plus dans le rapport de force comme la seule qui pouvait répondre efficacement à l'attaque de la contre-révolution. Elle prenait souvent l'initiative d'elle-même, à l'encontre des superstructures étatiques et de partis, bouleversant celles-ci. C'est pour arrêter cette riposte croissante, ce renversement possible du rapport de forces que s'est imposée la dictature fasciste.

. Le processus de l'Unité populaire n'était pas voué d'avance à l'échec. La partie n'était pas jouée au départ. Il y avait des divergences de vues, des luttes au sein de l'Unité populaire. Et la créativité, la réponse de la classe ouvrière introduisirent des aspects tout à fait nouveaux dans le processus qui débordèrent ce que nous avions prévu, ce que la contre-révolution avait prévu aussi. Non! Ce n'était pas joué d'avance.

. LA GAUCHE CHILIENNE

. Ce que nous avons vécu nous force à une période d'auto-critique, de re-définition de la stratégie révolutionnaire. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Et nous, qui sommes à l'extérieur du pays, nous devons nous laisser guider dans nos tâches par ceux qui mènent la lutte à l'intérieur du Chili, sur la première ligne.

. L'unité de la gauche à l'extérieur ne se fera que si nous acceptons d'être guidés par la résistance qui se développe à l'intérieur.

. Nous devons accepter d'être guidés dans ce processus par le principe "unité - critique - unité".

. A travers ces critiques et auto-critiques au sein de la gauche, à travers les débats sur la stratégie révolutionnaire à développer pour l'avenir, il ne faudra pas se surprendre si l'on assiste à un véritable réalignement des forces de la gauche. Des militants appartenant aujourd'hui à des partis différents seront amenés dans ce processus à identifier dans d'autres partis des éléments de même tendance qu'eux. On peut penser qu'au bout d'un certain temps, ce réalignement, cette réorganisation autour de nouvelles tendances se traduiront par la disparition de certaines organisations politiques et par l'apparition de nouvelles.

• Mais même dans ces débats, le souci de l'unité qui seule parviendra à donner au peuple la force nécessaire au renversement de la dictature et à la réalisation d'un projet nouveau, socialiste, de société, ce souci de l'unité doit primer.

Que vienne le jour où le peuple chilien se mobilisera, se rassemblera derrière un seul drapeau.

LA LUTTE SERA LONGUE...

• Pour plusieurs qui sont dans l'exil, le désir subjectif de retourner au pays est tel qu'il obnubile toute capacité d'analyse politique objective. Plusieurs de ceux qui espèrent en l'élection de Carter, en un retour à la démocratie au Chili ne font en réalité que projeter sur la réalité leurs propres désirs de retourner au Chili au plus tôt.

Il faut voir comment l'angoisse de l'exil prolongé, les difficultés de l'exil, l'isolement, la démobilisation souvent vécus durant l'exil sont cause de tout cela. L'exil souvent démobilise; souvent aussi, il corrompt, il nous coupe de la lutte de notre peuple, il nourrit l'opportunisme, les querelles de fractions...

• C'est pour toutes ces raisons qu'il nous faudrait penser de nouvelles formules pour les Chiliens qui sont hors du Chili: pour qu'ils ne soient pas démobilisés, pour que se poursuive leur formation politique.

Pourquoi par exemple n'enverrait-on pas des groupes de Chiliens apporter un soutien technique à des peuples en lutte comme en Angola, au Mozambique, en Algérie? Ce serait là des lieux d'apprentissage, de mobilisation, de formation de cadres qui un jour, de retour au Chili, pourrait jouer un rôle important dans la lutte.

. Non, ce n'est pas l'élection d'un président démocrate aux U.S.A. qui va changer la situation où se trouve plongée l'Amérique Latine. La lutte qui s'engage là sera longue et son issue sera définitive. Le fascisme est le dernier recours de l'impérialisme et du capitalisme dépendant latino-américain. Le renversement du fascisme à l'échelle du continent signifiera le renversement du capitalisme et l'accès du peuple au pouvoir.

CHILI: LA TRAGEDIE PRESENTE ET LE PROJET D'AVENIR

Le scénario continental

Le présent séminaire a été organisé pour permettre d'échanger sur la conjoncture politique en Amérique latine et sur ses débouchés possibles, à partir des perspectives qui s'offrent dans quelques pays mais aussi dans une perspective d'ensemble, continentale: un tel cadre nous invite à avancer quelques grandes idées plutôt qu'à la rigueur de type démonstratif.

Dans ce sens, notre première proposition irait à affirmer que l'Amérique latine constitue présentement un continent où se préparent à la fois les plus violentes confrontations mais aussi les projets politiques les plus riches d'espoir de la prochaine période historique.

Les confrontations violentes seront le signe de la lutte inéluctable provoquée par la présence et les progrès du fascisme. Le fascisme constitue le recours ultime du capitalisme dépendant sur le plan intérieur national; sur le plan extérieur international, il est l'expression des projets actuels de domination continentale de la part de l'impérialisme américain. Il représente une réalité tragiquement actuelle dans un nombre déjà grand de pays et une menace permanente pour plusieurs autres.

Là où le fascisme s'est déjà installé, il existe une véritable situation de "guerre intérieure", d'ailleurs formellement proclamée comme telle, contre les peuples de ces pays. Les forces militaires qui ont déclenché cette guerre, au nom des intérêts cachés qu'elles représentent, ne se sont pas contentées d'une simple déclaration de guerre; elles ont effectivement transformé cette déclaration en la plus violente des guerres. Les atrocités indescriptibles de la répression, la terreur institutionnalisée ont même motivé que, dans la proclamation récente d' "une déclaration universelle des droits des peuples", l'on réclame pour les combattants de forces populaires le "droit à jouir de la protection du droit humanitaire de guerre". A ces peuples, il ne reste pas d'autre choix que celui d'accepter cette guerre qu'on leur impose, et de se préparer à s'y battre, comme ils commencent d'ailleurs à le faire.

Le scénario de cette guerre n'a cependant rien de conventionnel, que l'on considère son extension géographique, le caractère de ceux qui s'y affrontent, ou les formes mêmes de cet affrontement. Jusqu'à maintenant, il s'agit de l'offensive unilatérale - sauf pour quelques cas exceptionnels, aussi héroïques qu'insuffisants, de résistance - de forces en uniforme contre une population civile; les opérations de ces forces revêtent un caractère policier plus que militaire; la grande majorité des victimes tombent non pas au combat, mais assassinées ou torturées; et les actions non armées de ces mêmes forces ont des effets encore plus destructeurs: que l'on considère le véritable génocide économique qu'impliquent leurs objectifs politiques. Il n'existe pas de fronts formels de lutte: ceux-ci couvrent tout le champ qui va du continent dans toute son étendue à la petite demeure du citoyen quelconque. La dimension continentale de la lutte se manifeste dans la soumission évidente de chaque régime à la même direction centrale, aux intérêts de l'impérialisme américain; dans les diktats et l'appui que ces régimes reçoivent de lui; et à d'autres plans dans les projets d'organisation d'une armée continentale, de coordination supranationale et d'action conjointe - déjà mise en pratique - des mécanismes répressifs des divers pays. Et que cette lutte se joue également au niveau de la plus modeste des demeures, cela s'exprime à travers ce qui arrive quotidienement dans nos pays, et aussi à travers les formulations "théoriques" des stratèges du fascisme comme le Colonel Roger Trinquier qui enseignait à ses élèves en uniforme que "dans cette lutte, le simple habitant dans sa maison est le centre du conflit".

Jusqu'à maintenant, on a vu se jouer la phase silencieuse et unilatérale de cette guerre, phase dans laquelle presque toute les victoires sont du côté du peuple. Il ne saurait en être ainsi longtemps encore. Aussi brutal et systématique que puisse être l'exercice illimité de la force, celle-ci ne saurait soutenir de façon permanente les excès de domination et d'exploitation que l'on connaît présentement. L'implacable projet visant à l'extermination d'une génération de dirigeants ne saurait suffire lorsque le gros de la population se transforme en une source inépuisable de laquelle surgissent de manière ininterrompue de nouveaux cadres dirigeants. La destruction de toute forme d'organisation et de représentation populaire traditionnelle constitue guère un progrès pour les projets du fascisme dans la mesure où ces formes sont remplacées par de nouvelles formes d'organisation clandestine qui s'édifient peu à peu. Les peuples constatent

toujours mieux, de jour en jour, que non seulement la récupération de leurs conquêtes antérieures et leurs aspirations sont compromises, mais qu'également plus l'acceptation passive de telles conditions d'oppressions ne constitue plus une garantie même de rester en vie, que la soumisssion ne constitue plus une défense suffisante, même au plan individuel, devant les menaces de la terreur et de la faim - il ne reste plus d'autres perspectives de sécurité que celle qui se conquiert dans la lutte victorieuse.

La responsabilité du peuple américain

La dimension continentale donc est présente; et pour cette raison, que vous le vouliez ou non, le peuple américain se trouve déjà impliqué, et très profondément, par la perspective d'une lutte que peut atteindre de telles dimensions. Fasse le ciel qu'il ne l'ignore pas, ou qu'il ne rejette pas une telle possibilité en croyant tout simplement qu'il ne s'agit là que d'appréhensions apocalyptiques sans aucun fondement. La prévision d'un avenir prochain dramatique n'apparaît moins téméraire que l'inconscience quant aux forces qui sont en train de se déployer, et que des attitudes de passivité et de tolérance qui, à la fin, peuvent se révéler irresponsables. Car aussi, il est vrai qu'il dépend, en partie, du peuple américain d'éviter qu'un tel développement ne se produise, à condition qu'il agisse opportunément. Et l'opportunité, c'est dès maintenant qu'elle se présente.

Le peuple américain ne peut ignorer les responsabilités qu'on lui attribue, et d'une manière fondée, à l'égard de ce qui se passe aujourd'hui dans les pays du sud du continent. Parce qu'ont été des instruments de son gouvernement - et cela a été reconnu formellement par ses porte-paroles - ceux qui ont contribué à préparer les "cadres militaires " du fascimme latino-américain; ceux qui se sont mobilisés pour déstabiliser des gouvernements légitimes; ceux qui ont préconisé, organisé et financé les coups d'Etat fascistes; et ceux qui défendent et soutiennent politiquement et économiquement les régimes de forces surgis

de ces coups , collaborant ainsi à leur consolidation. Parce que c'est en son nom (celui du peuple américain) que l'on brandit une "doctrine de sécurité" et que l'on décide de l'appliquer, convertissant en ennemis les masses latino-américaines elles-mêmes. Parce que c'est la voracité d'entreprises multinationales qui tiennent leur base sur son territoire qui amène à rechercher la complicité de secteurs internes (latino-américains) pour imposer de nouveaux schèmes de domination et d'exploitation.

Que le peuple américain n'ignore pas non plus à quel degré il peut se voir affecté par un conflit qui va revêtir de telles dimensions. Qu'il n'oublie pas qu'après tout, il y a une Amérique latine à l'intérieur de ses propres frontières, en ces millions de personnes originaires de cette partie du monde. Et qui sont prêtes à la défendre, car le conflit ne se développerait pas au profit de quelque intérêt général et fondamental de tout le peuple américain, mais bien en défense des intérêts particuliers de l'impérialisme. Qu'il comprenne qu'en définitive, les véritables garanties de "sécurité" pour le peuple américain résident plus qu'en toute chose dans la capacité de développer avec l'Amérique latine un système de relations qui fasse disparaître tout propos de domination et d'exploitation et qui sache respecter les choix politiques des peuples latino-américains eux-mêmes.

Le Chili dans le projet de domination continentale

Le Chili constitue l'expression la plus poussée, la plus éloquente, de ce que le fascisme peut signifier lorsqu'il s'installe dans nos pays. Le fascisme se révèle, bien sûr, dans les excès de la répression brutale, mais aussi dans la perte progressive de l'autonomie nationale et dans le retour à une véritable condition coloniale; et les symboles nationaux que l'on agite pour couvrir le rôle d'"armée d'occupation" joué par les forces armées du pays ne doivent pas faire illusion.

Depuis trois ans que la dictature s'est imposée au pays, pas un seul geste de la Junte militiare ne s'est révélé profitable au peuple chilien ou au Chili en tant que nation. Par contre, on a vu se multiplier des sacrifices sociaux sans mesures aux seules fins de satisfaire les intérêts de l'impérialisme américain et de quelques groupes monopolistes chiliens étroitement liés à ces intérêts.

Ce n'est pas dans l'intérêt du Chili que l'on prend bêtement les bannières d'une supposée lutte mondiale contre le "marxisme" et que l'on est prêt à payer le prix de l'isolement du pays, à essuyer le refus de nombreuses nations à maintenir, ne serait-ce que de simples relations diplomatiques formelles avec le régime chilien. Ce n'est pas dans l'intérêt d'un Chili à venir, que l'on adopte des attitudes d'obstruction devant toute initiative destinée à renforcer le front des pays du monde sous-développé et dépendant, que l'on en arrive même à des extrêmes comme celui de prendre la responsabilité de la destruction du Pacte Andin constitué pour limiter ces conditions favorables au pillage et qui attirent les capitaux étrangers. Ce n'est pas dans l'intérêt, présent ou à venir, du peuple chilien que l'on transforme le pays en un immense laboratoire où l'on est à la recherche de formules qui prendraient la relève de la démocratie bourgeoise pour soutenir dans la terreur un système de capitalisme dépendant; l'on cherche ainsi à repousser un futur inévitable qui ne peut qu'aboutir à la transformation socialiste du Chili. Ce n'est pas dans l'intérêt de la nation chilienne que l'on accepte docilement tout le nécessaire pour "refaire" l'économie chilienne de façon à ce qu'elle s'adapte mieux à la nouvelle stratégie économique que les intérêts de l'impérialisme américain projettent pour l'Amérique latine.

Trois années de dictatures ont plus que suffi à détruire le fruit des efforts faits depuis longtemps par le Chili pour récupérer à son profit les richesses de base du pays - et à livrer aux mains du capital étranger le contrôle de nos ressources naturelles les plus diverses. A concéder aux entreprises américaines, à travers des négociations aussi illégitimes qu'obscures, des indemnisations dont le total - plusieurs millions de dollars - ne faisait qu'accélérer l'appauvrissement de la population. A transférer, sous contrôle étranger,

exploitations minières, terres, industries, commerces, banques et leviers financiers, grâce auxquels l'impérialisme accroît sa capacité de domination. Et dans une perspective à plus long terme, ces trois années de dictature ont permis de définir et lancer des mesures économiques qui doivent faire de l'économie chilienne une économie totalement articulée aux besoins de l'économie impériale, subordonnée et complémentaire de celle-ci: politiques de change et politiques tarifaires qui réservent aux produits américains un marché interne déjà rétréci; "statuts" qui garantissent aux capitaux l'impunité, les taux de profit les plus élevés, et les plus grandes facilités de rapatriement des profits; niveaux de salaires très bas qui offrent des conditions de sur-exploitation du travail et qui rendent les investissements plus attrayants aux multinationales.

Dans la nouvelle stratégie économique continentale de l'impérialisme, le Chili est appelé à devenir, avant tout, un grand fournisseur de ressources minières, et c'est dans ce sens que vont les investissements, monétaires et technologiques, de l'impérialisme au Chili. Sous le fascisme, le Chili donc sera un pays minier, un pays agricole aussi en partie, mais pas un pays industrialisé. L'industrialisation plus poussée du Chili ne pourrait en effet reposer que sur un pouvoir d'achat interne plus grand, ce qui exigerait la retenue en sol national des profits des entreprises (et leur ré-investissement au pays NDT), mais aussi d'autres niveaux de salaires, et une distribution différente des revenus; or tout cela est incompatible avec les exigences de profit des entreprises étrangères et avec les priorités de l'économie américaine telles qu'elles s'expriment à travers les multinationales. Dans ce contexte, le Chili semble condamné à n'être qu'un pays de chômage et de pauvreté; où une strate infime de la population s'approp era une propriété extraordinairement élevée du revenu et accédera ainsi à la "société de consommation" qu'on lui offre etqui la motive: cela avec sa contrepartie inévitable, la marginalisation d'une proportion importante et croissante de la population. A l'intérieur de ce projet de l'impérialisme et du capitalisme dépendant, les travailleurs ne présentent aucun intérêt comme consommateurs: ils n'ont de valeur que comme producteurs, les moins coûteux possible, de quelques produits qui nécessairement sont destinés à l'exportation.

C'est pour toutes ces raisons qu'après trois ans de dictature, le produit per capita au Chili est inférieur à celui d'il y a quinze ans, les taux de chômage officiellement reconnus montent jusqu'à 20%, les niveaux de production de la plupart des produits de consommation essentielle sont inférieurs à ceux du début de la décennie, et le pouvoir d'achat des salaires - pour ceux qui réussissent à se trouver un emploi - est inférieur de 40% à celui qu'on a connu sous le gouvernement de l'Unité Populaire. Il peut arriver que ces situations se modifient quantitativement, prennent une couleur moins dramatique; elles ne sont pas pour autant transitoires, conjoncturelles, elles sont les caractéristiques essentielles, permanentes d'un processus, d'une politique. La dictature pourra peut-être parvenir à connaître quelques "succès" avec ses politiques de stabilisation - à équilibrer la balance des paiements, supprimer les déficits fiscaux, réduire les pressions inflationnistes - mais jamais elle ne pourra renverser les tendances qui sont l'essence même de sa politique et qui exigent, comme conditions permanentes, la dégradation des niveaux de vie des masses ouvrières, des taux élevés de chômage et de marginalisation. La nécessaire permanence de ces conditions signale le caractère également permanent de la répression brutale qui définit le modèle politique de la dictature.

La fin d'un système

Pour qui veut comprendre la situation présente et évaluer le futur que celle-ci ouvre, il est nécessaire d'abord de rejeter toute idée que ce présent ne serait que le fruit du hasard, et de caractère transitoire. L'extension quasi simultanée du fascisme à plusieurs pays d'Amérique latine, et les menaces qu'il laisse planer sur d'autres, ne relèvent pas d'une pure coïncidence, de faits purement conjonctuels et passagers. Nous devons comprendre qu'il s'agit là de l'aboutissement de toute une étape historique, la cristallisation de problèmes qui mettent en présence et opposent des forces très puissantes.

Forces externes d'abord: il s'agit des exigences, des besoins de l'impérialisme américain forcé de se replier sur ce continent, pour s'y "refaire", dans une dominatio toujours plus totale,des défaites politiques et militaires qu'il enregistre ailleurs; forcé également de procéder à la restructuration du capitalisme international, restructuration dont les multinationales constituent la base, l'instrument fondamental: pour cela, il lui faut pénétrer profondément chaque économie nationale, incorporer celle-ci à une stratégie générale, bien planifiée, qui lui assure le contôle et l'usage des ressources, des marchés, le contrôle sur la localisation des nouvelles exploitations, sur les mouvements financiers, sur l'utilisation et l'exploitation de la force de travail.

Mais il s'agit aussi de forces internes : sans celles-ci, l'impérialisme ne pourrait parvenir à s'assurer un tel degré de domination - à moins de mobiliser lui-même ses propres forces militaires aux fins d'une gigantesque opération d'occupation directe de nos pays. Le fascisme constitue le dernier rempart des intérêts de ces forces internes, l'instrument ultime de préservation de tout un système: celui du capitalisme dépendant. En dernière instance, ce qui apparaît, c'est l'incompatibilité croissante qui existe entre toute forme de maintien de ce système et toute forme de démocratie, incompatibilité qui débouche sur une étape où les choix se font inéluctables: ou c'est la défense du présent système qui l'emporte, écrasant toute expression démocratique, effaçant toutes les réalisations et institutions de type démocratique-bourgeois, y substituant les formes répressives néo-fascistes: ou c'est l'ouverture à de profondes transformations qui remplaceraient le système actuel par un autre de caractère nettement socialiste.

Pour appuyer une telle affirmation, il faut parcourir en esprit le long cheminement qui fut celui de l'Amérique latine, revoir l'ensemble des expériences vécues au cours d'une période historique déjà fort prolongée, et les comprendre comme étant le fait d'un développement réalisé dans le cadre du capitalisme dépendant. Durant cette période, on a vu ce système faire appel à une suite de solutions qui se sont peu à peu épuisées à travers leur propre multiplication et leurs propres réalisations: leur coût social a consisté en la polarisation

inéluctable entre une richesse extrême concentrée dans de rares mains et une misère répandue dans de vastes secteurs de la population. Des processus croissants de concentration et de dénationalisation de l'économie, d'inégalité et de marginalisation sociale sont apparus - véritable lois, absolument inévitables, du fonctionnement de ce capitalisme dépendant. Et finalement l'on assiste à l'accumulation de problèmes et d'échecs qui tendent à paralyser ce système qui mènent à des tentatives de solution à travers l'alternance stérile de politiques tantôt "développementistes", tantôt stabilisatrices et qui aboutissent surtout à un approfondissement de la lutte des classes tel qu'il épuise toute possibilité de négociationet de conciliation de classe, et pousse à des solutions de force.

Plus que tout autre peut-être en Amérique latine, le peuple chilien a connu, en une période de temps relativement courte, une variété d'expériences qui, à travers des modalités différentes, visaient au développement capitaliste du pays: même l'expérience réformiste la plus complète fut tentée, sous le gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei. De façon répétée, chacune de ces expériences a abouti à un ensemble d'échecs, de déséquilibres, d'impossibilités, dont on essayait de refiler les conséquences aux travailleurs: l'organisation et la capacité de résistance de ceux-ci se renforcèrent et la conviction se répandit parmi eux que, sans de transformations sociales profondes, il n'y avait pas de solution. C'est dans ce contexte que le programme du gouvernement de l'Unité Populaire trouva sa justification historique ainsi que la base d'appui à la mobilisation sociale qui caractérisa sa période au pouvoir; période au cours de laquelle la lutte des classes était appelée à se développer jusqu'au point de rupture. Il n'y avait plus de place pour des réformes dans le système et toute une pratique sociale avait fait la preuve, à maintes reprises, de la stérilité des réformes: pour la première fois, à partir de positions conquises au sein même du gouvernement, l'on mettait en marche un projet politique qui se proposait la transformation même du système. C'est à cette heure également que les intérêts touchés par ce processus se mirent à la tâche de reformuler leurs actions de domination et d'exploitation, de jeter par-dessus bord les institutions qu'ils avaient eux-mêmes façonnées, de concentrer toute leur force à la reconquête de leur part de pouvoir perdue et à la consolidation d'un pouvoir total - à l'intérieur d'un nouveau modèle politique fascisant et brutalement répressif.

Pour ces raisons, au Chili, l'on perçoit de façon particulièrement claire, la nature de ce fascisme contemporain. Lon y reconnaît nettement d'une part les sources internes dont il tire son origine, l'héritage d'une certaine conception du développement (capitaliste dépendant), qui se joignent à des sources externes, constituées essentiellement par les besoins actuels de suivre de l'impérialisme américain - et la nécessité où se trouvent les unes comme les autres de faire appel aux moyens ultimes pour assurer la survie du capitalisme dépendant. De là aussi, à notre avis, l'inviabilité, dans des cas comme celui du Chili, des projets de rechange qui se proposent, essentiellement, de rétablir un ordre démocratique-bourgeois: dans un tel ordre en effet, on verrait inévitablement se reproduire les conditions mêmes qui ont mené à l'instauration du fascisme.

Le leg prévisible du fascisme

Une telle conclusion se voit renforcée, à plusieurs niveaux, si l'on considère ce que représente effectivement la dictature au Chili et les conséquences de son intervention pour l'avenir - en un mot, si l'on considère, par anticipation, ce que sera probablement le "leg du fascisme" au Chili, du moins dans une perspective à moyen terme.

Il serait erroné de méconnaître les transformations très profondes qu'opère la dictature fasciste sur la structure économique et sociale du Chili. Et il serait ingénu de considérer celle-ci comme une sorte de parenthèse, tragique certes, mais sans plus, à l'intérieur d'un processus que l'on pourrait reprendre, une fois le fascisme mis en échec, là où on l'avait interrompu. Le risque est grave de mésentendre la profondeur et la signification de ces changements, leur impact sur la définition des nouvelles formes de lutte comme sur celle des projets de rechange, surtout si l'on considère que ces réalités nouvelles non seulement constituent des conditions objectives inédites mais aussi entraînent des dispositions subjectives nouvelles au sein des diverses classes et couches sociales.

Nous proposerons donc à cet égard quelques hypothèses: appuyées en tout cas sur l'observation de situations qui se sont développées au cours des trois dernières années.

Une première proposition aurait trait aux transformations de l'appareil productif et aux conséquences que celle-ci entraînent. D'abord, il s'agit de la "reconversion industrielle", caractérisée par une forte contraction du marché interne par la priorité accordée à l'exportation de la production, mais aussi au principe de "la survie des plus efficaces" - et cela dans des conditions où l'on supprime les politiques protectionnistes, où l'on favorise la concurrence illimitée des unités monopolistes à forte concentration de capital ainsi que la pénétration, dans des conditions qui leur sont avantageuses du point de vue concurrentiel, des produits importés. La "reconversion industrielle" a entraîné la disparition, déjà fort étendue, d'unité de production petites et moyennes et l'accélération aigue de la concentration monopoliste. La recherche éperdue de marchés extérieurs où placer la production mène à l'articulation très étroite des entreprises nationales avec les entreprises étrangères, lesquelles peuvent offrir à la fois les moyens dont elles disposent pour affronter la concurrence extérieure, et l'accès aux marchés externes. Même les entreprises relativement grandes orientées d'abord vers le marché interne, doivent affronter une situation où la demande s'est affaisée; elles se trouvent condamnées à des niveaux d'activité réduits, à une utilisation faible de la capacité productive disponible et se voient privées par conséquent de ce qui d'ordinaire stimulent leur expansion. En définitive, on voit prendre forme un secteur manufacturier fortement dénationalisé et monopoliste, dépendant de l'exportation - qui constitue le principal facteur de la demande - et à composition organique de capital relativement élevée: ce qui implique une baisse de la capacité d'absorption de la main d'oeuvre, le chômage pour d'amples secteurs de la force de travail qualifiée mais d'abord et principalement pour les travailleurs non qualifiés.

La dénationalisation s'est aussi imposée comme le trait dominant dans d'autres secteurs de l'activité économique. Le gros des investissements étrangers directs déjà réalisés ou en voie de négociation va aux activités d'extraction (minière); c'est l'ouverture totale des ressources minérales du pays à l'exploration et à l'exploitation par des intérêts étrangers; de sorte que, sans qu'il y ait de retour formel à la situation prévalant avant les gains réalisés dans les périodes antérieures, l'on enregistrera bientôt une importante dénationalisation de fait du secteur minier. Dans le secteur financier, on a vu les banques étrangères rétablies dans leurs privilèges; les intérêts étrangers contrôlent une fraction significative des actions des banques nationales; des capitaux en provenance de l'extérieur participent de façon notoire aux nouvelles "compagnies de crédit", et les mesures économiques implantées, jointes aux restrictions du crédit interne, favorisent la concurrence croissante des entreprises nationales pour se gagner du crédit externe, et cela même pour des opérations à court terme. Dans d'autres secteurs, comme celui de la construction et des travaux publics, la politique a été d'en assurer le financement principalement avec l'aide de prêts d'organismes internationaux; mais cela a entraîné la nécessité d'ouvrir des soumissions publiques internationales, et a favorisé également l'activité d'entreprises étrangères aux dépens des entreprises nationales.

Sous un autre aspect, l'application du principe de "subsidairité de l'Etat" a mené à la désarticulation progressive de la machine administrative. L'on a supprimé ou réduit sérieusement les organismes de direction et de contrôle de l'économie. L'on a transféré les entreprises publiques dans leur presque totalité à des intérêts privés, étrangers et nationaux; et l'on en a fait de même pour toutes les formes d'activité étatique directe - que ce soit du niveau de l'exécution des travaux, à celui du financement ou à celui de la distribution. L'on a même sérieusement réduit la capacité publique d'assurer les services sociaux, soit en transférant celle-ci à des intérêts privés ou soit en acceptant volontiers d'ajouter à la détérioration du niveau de vie de la population. En conséquence, l'emploi dans le secteur public s'est

contracté drastiquement, sans qu'il existe dans le secteur privé une capacité corrélatived'absorption de la main-d'oeuvre: d'où le chômage pour une autre proportion appréciable de la force de travail au sein de laquelle on retrouve d'importants contingents de personnel professionnel et qualifié.

Les conséquences destructrices du fascisme sont notoires à plusieurs plans. Grave destruction de ressources humaines; de ressources futures, si l'on considère les conséquencesirrépárables de la malnutrition pour les nouvelles générations d'enfants; de ressources présentes, si l'on considère l'étendue de la répression et l'émigration massive de cadres techniques dont une proportion significative ne se rapatriera probablement jamais. Destruction également des bases matérielles du pays, dans la mesure où la suppression de mécanismes et de budgets affectés à sa conservation et à son entretien ne peut aboutir qu'à la détérioration de l'infrastructure économique ou encore c'est l'exploitation irrationnelle qui en fini avec nos réserves forestières ou qui appauvrit les sols, avec la chute impressionnante de l'utilisation de fertilisants.

A l'exception d'un petit secteur de privilégiés, l'appauvrissement de la population est un fait généralisé. Celle-ci doit absorber une chute de l'ensemble de l'activité économique (d'après les chiffres officiels, le produit national brut a diminué de 15% en 1975) et les effets de l'appropriation par l'extérieur d'une portion significative du revenu déjà diminué du pays. Le chômage, joint à la diminution extraordinaire du salaire réel, a contribué de façon brutale à la détérioration du niveau de vie des travailleurs urbains. A la campagne, la reconstitution progressive de la grande propriété terrienne a dépouillé de leurs terres une bonne partie des paysans; et leur transformation en salariés, accompagnée de la suppression de tous les droits et conquêtes antérieurs, les laisse exposés plus que jamais au chômage ou à des conditions d'exploitation extrême. La situation donc, autant à la ville qu'à la campagne, contribue à alimenter la constitution d'un contingent déjà vaste mais sans cesse croissant de population "marginalisée" - le "modèle" chilien imposé par la

dictature accentuant de façon extraordinaire le caractère traditionnellement "marginalisant" du système. Les couches moyennes salariées, y compris les strates à qualification professionnelle et technique, voient réduites leurs possibilités d'emploi dans l'administration publique et dans le secteur privé non monopoliste, diminué le pouvoir d'achat de leurs salaires et elles subissent les effets de la diminution des services d'assistance sociale et de la contraction des services publics dont elles étaient les principaux bénéficaires. D'autres "couches moyennes", dont l'activité et les revenus dépendent surtout de la cession de produits et de services à la grande masse de la population travailleuse - c'est-à-dire les petites entreprises, les artisans, les travailleurs à leur propre compte - ressentent les contre-coups de l'appauvrissement général, s'appauvrissent à leur tour ou se prolétarisent, se transformant en une nouvelle force de travail salariée qui elle aussi entre dans la course aux déjà rares possibilités d'emploi.

Voilà donc le leg prévisible du fascisme. Une économie dénationalisée, dominée par la présence directe du capital étranger, orientée "vers l'extérieur" pour l'essentiel de son fonctionnement; une économie hautement monopolisée, concentrée autour de quelques noyaux de pouvoir économique fortement liés à des intérêts étrangers; une économie sérieusement affaiblie dans les secteurs de production reliés à la satisfaction des nécessités de base de la population chilienne; une économie qui connaît de graves reculs quant à la disponibilité de ressources humaines qualifiées, qui se trouve devant le défi de devoir produire un effort très grand pour reconstituer ses propres bases matérielles, qui ne dispose pas enfin de l'appareil administratif apte à assumer les tâches de direction, de contrôle et de canalisation des activités publiques adéquates. Une population appauvrie. Une économie de famine et de chômage.

Les valeurs sociales et les dispositions subjectives

Ces changements sont trop drastiques pour ne pas se traduire par des transformations aussi profondes des valeurs sociales et des attitudes subjectives traditionnelles: ils modifient les aspirations, ébranlent les institutions et altèrent les représentations que l'on se fait du passé.

D'abord, ce qui apparaît, c'est l'extrême faiblesse - dans tout ce contexte - de ce que l'on pourrait définir comme une bourgeoisie proprement nationale, porteuse d'un projet de relative autonomie face aux intérêts de l'impérialisme dans une perspective d'industrialisation et de diminution de la dépendance, bourgeoisie tournée vers le marché interne et favorable donc à l'expansion du pouvoir d'achat de la population nationale. Les politiques mêmes de la Junte permet à cette bourgeoisie toute perspective de récupération: au point où les noyaux de concentration monopoliste préfèrent voir se développer autour d'eux une sorte de périphérie "coopérationiste" - y compris même quelques entreprises "coopératives" de travailleurs - plutôt que de transférer à des couches de moyenne bourgeoisie les activités et les entreprises dont l'appropriation directe ne les intéresse pas. Une fois sapées ses bases de soutien économique, privée de ses mécanismes traditionnels d'expression et d'action politiques, cette bourgeoisie trouve ainsi épuisées toutes ses possibilités d'assurer comme classe un développement capitaliste relativement indépendant. Plus: devant l'échec de ses premières tentatives de reprise du pouvoir , soit à travers des éléments des forces armées, soit à travers des pressions externes, soit à travers la personne d'Eduardo Frei lui-même, cette bourgeoisie renonce de fait à la lutte et cherche refuge dans des solutions individuelles: vente de ses entreprises, émigration ou encore entente, association "subordonnée" avec les monopoles et les intérêts étrangers. Les superstructures politiques héritées du passé restent en quelque sorte suspendues dans le vide et il n'y a pas à l'intérieur du pays l'interlocuteur qui serait apte à répondre aux messages enjoignant le retour à l'ordre démocratique - bourgeois- messages venus de l'extérieur du pays, y compris des organisations de la social-démocratie européenne. Et même si les projets de "rechange" au présent régime et qui s'appuient sur ces couches bourgeoises, s'avéraient fructueux de façon immédiate, ils se retrouveraient effectivement à courte échéance dans des conditions objectives telles qu'ils seraient amenés à reproduire la même répression violente - ou bien ils seraient remplacés, dépassés par des transformations de niveau supérieur.

L'appauvrissement et la prolétarisation des "couches moyennes" n'ont pas des effets sur la seule condition matérielle de ces couches; ils touchent aussi leur conduite et leurs valeurs. Ces couches n'ignorent pas leur part de responsabilité dans la montée du fascisme; elles ne cessent pas de s'assimiler ce qui fut sans doute la plus amère des expériences politiques. Elles ne sont pas sans voir dans le présent régime l'aboutissement d'un long processus historique au cours duquel leur lutte pour accroître leur participation à la redistribution du revenu s'est exercée beaucoup plus aux dépens de la classe ouvrière que des couches privilégiées. Leurs aspirations d'accès à la "société de consommation" trouvent une fin abrupte dans les politiques du fascisme, et elles apprennent "dans le dur" à estimer à leur juste valeur les objets de consommation essentiels ainsi que les conditions minima de sécurité matérielle. Elles découvrent qu'il n'existe aucun intérêt capitaliste dont la défense pourrait leur apporter des avantages directs ou indirects. Leurs valeurs traditionnelles ont été foulées aux pieds - et plusieurs de leurs représentations "cultivées" se sont vues jetées par terre. Les bases mêmes de leur identification antérieure avec des expressions politiques telle la Démocratie chrétienne - à laquelle elles se lièrent avec d'ailleurs des strates "progressistes" de la bourgeoisie - ont été ébranlées.

C'est sur la classe ouvrière qu'on voit s'accumuler les pires conséquences. On a vu tomber les barrières qui auparavant protégeaient les groupes qui avaient pu accéder aux secteurs les plus modernes, les plus productifs du système et où ils montraient un plus grand pouvoir de négociation ; dans les autres secteurs, la fermeture d'entreprises et la chute du niveau d'activité augmentent le chômage. Comme la surexploitation du travail constitue un élément essentiel du "modèle" chilien, élément dont dépendent les possibilités mêmes d'accumulation du système ainsi que le maintien et l'expansion des "exportations non traditionnelles", l'appauvrissement présent apparaît comme un pré-requis permanent pour l'avenir. Une portion considérable de la main-d'oeuvre ouvrière apparaît condamnée à aller grossir les rangs de la "population marginale" - avec la pression supplémentaire des nouvelles générations qui s'incorporent à la population active.

Dans l'expérience vécue, dans les conditions objectives actuelles et dans la perception des perspectives qu'offrent ces conditions objectives, on voit prendre forme le caractère fondamental des "attentes", des "demandes" qui vont surgir du sein de diverses couches sociales de la population chilienne, de ces "demandes" qui vont agir comme la motivation même de la lutte contre la dictature et qui vont déterminer le type de réalisations à mettre en marche une fois la dictature abattue. On peut prévoir que ces demandes proprement politiques seront fort exigeantes et qu'elles iront au moins dans deux sens: d'abord, le peuple voudra que soient assurées avec les garanties maxima les conditions qui empêcheront toute remontée du fascisme; et ensuite, que l'on réserve, sans délégation, une part importante de pouvoir à la population elle-même, cela en ouvrant les portes à une large et effective participation populaire aux diverses manifestations de la vie sociale. Par contre, il est très probable que l'on privilégie beaucoup moins que par le passé les demandes économiques; sauf celles , péremptoire et urgente, qui ont trait à l'alimentation aux possibilités d'emploi et aux biens et services essentiels.

Mais ces demandes, si simples au fond, ne se confondent d'aucune façon avec un quelconque retour au passé ; au contraire, elles impliquent directement ou indirectement un redéfinition fondamentale des projets politiques nés dans d'autres conditions. Et en même temps, elles posent les bases essentielles à l'appel fructueux à la lutte définitive contre la dictature.

Les nouveaux projets politiques

Résumons. Si l'on considère le fascisme donc comme recours et soutien ultimes d'un système de capitalisme dépendant, si l'on considère son oeuvre de destruction, les défis et les limites qu'il suscite et rencontre, la manière dont il affecte les intérêts et les dispositions subjectives des diverses couches sociales, les nouvelles demandes et aspirations qu'il suscite dans la population, si l'on considère tout cela, on en vient à la conclusion que le projet d'un retour à l'ordre démocratique-bourgeois comme solution de rechange à la dictature fasciste n'est plus viable pour le Chili.

Par contre, pour la première fois peut-être dans l'histoire du pays, on voit s'édifier les conditions qui potentiellement pourront regouper autour d'un projet de nature clairement socialiste des couches diverses et largement majoritaires de la population.

Ce n'est pas qu'une telle conscience- socialiste- soit déjà parvenue à maturité. Bien sûr, il existe aujourd'hui une disposition subjective à considérer que n'importe quelle chose, n'importe quelle solution de rechange est préférable à la dictature actuelle et qu'il faut favoriser cette solution de rechange; mais ce "n'importe quoi d'autre" ne saurait suffire pour mobiliser activement à une lutte qui ose affronter, défier une brutalité, une répression aussi efficaces. Il est très probable qu'à la terreur se superposent également - et c'est légitime - des sentiments d'insécurité et de rancoeur à l'égard des instruments politiques hérités du passé lesquels en définitive ont leur part de responsabilité dans une défaite aux conséquences aussi considérables. Et après les successives expériences vécues par le peuple chilien, il ne sera pas suffisant pour mobiliser toutes ses forces de proclamer des objectifs généraux: il faudra plutôt lui proposer des objectifs concrets et spécifiques et dans lesquels le peuple retrouvera le reflet clair des leçons tirées des récentes expériences.

Tâche énorme pour les organisations politiques de la Gauche chilienne. Tâche qui exige la capacité et la volonté de faire un retour critique et auto-critique sur le passé , afin d'assumer les erreurs commises et corriger celles qui se prolongent jusque dans le présent; afin de donner à ses organisations, à ses habitudes de travail et à ses conduites des formes qui correspondent mieux à la nouvelle conjoncture; afin d'ouvrir les portes à de nouvelles générations de dirigeants qui se forment peu à peu dans la lutte directe; afin de découvrir enfin, dans la relation dialectique entre théorie et pratique, les nouvelles stratégies et formes de luttes qui seront efficaces dans ces conditions historiques sans précédent. Il faudra également la capacité de donner forme à un nouveau projet politique, essentiellement socialiste, qui soit capable d'originalité, d'incorporer les traditions, les aspirations et les qualités propres au peuple chilien

Il faudra enfin la capacité et la volonté pour comprendre et accepter que ce projet peut et doit s'édifier avec les forces convergentes du courant révolutionnaire traditionnel et du courant chrétien, auquel s'identifie encore une bonne part du peuple chilien et que le fascisme lui-même a contribué à pousser vers des positions socialistes, imaginatives: créatrices, non-dogmatiques. Il faudra comprendre aussi que ce rapprochement ne s'effectuera pas à travers les négociations "au sommet" de style traditionnel; il ne sera pas le fait d'un pacte conclu avec les porte-paroles traditionnels de la Démocratie chrétienne; il se réalisera à la base même.

Tâche énorme, oui, mais également exceptionnelle, remplie d'espérance de perspectives meilleures, auxquelles le peuple chilien a bien droit après avoir connu les affres du fascisme actuel. Car le Chili a été l'un des pays latino-américains qui a su accumuler une fort longue tradition d'organisation et de luttes ouvrières; si le peuple chilien fut l'un de ceux qui par le passé parvinrent à imposer les plus grands progrès dans le développement institutionnel et démocratique: si c'est au Chili enfin que put prendre forme et se mettre en marche un processus comme celui auquel le gouvernement de l'Unité Populaire donna son expression, peut-être sera-ce le peuple chilien qui sera appelé à ouvrir la nouvelle perspective historique d'un socialisme typiquement latino-américain.

Le peuple chilien aura alors besoin que cette même mobilisation de l'opinion internationale - aujourd'hui solidaire de la tragédie chilienne - s'engage à l'appuyer activement demain aux moments décisifs de sa lutte, que cette opinion aussi se fasse présente pour interdire qu'une autre fois le peuple chilien soit privé de l'extérieur du droit à disposer lui-même d'un avenir qu'il est à bâtir à travers tant d'épreuves.

N O T E S

La politique actuelle de l'impérialisme: stabiliser Pinochet

(Ces quelques notes, tirées d'un article de Pedro Vuskovic, viennent simplement illustrer de façon plus concrète, à l'aide de quelques chiffres, le texte précédent.)

"Les instruments mêmes qui, il y a quelques années, furent mis à contribution pour "déstabiliser" le gouvernement populaire d'Allende, se mobilisent aujourd'hui pour stabiliser le gouvernement de Pinochet."

Le soutien des organismes internationaux...

...La Banque Mondiale:

- malgré l'opposition de plusieurs pays, la Banque Mondiale accordait un prêt de $33 millions à la Junte
- le président de la Banque Mondiale, Robert McNamara confirmait que depuis la prise du pouvoir, la Junte chilienne a reçu des crédits de l'ordre de $2 milliards et qu'elle recevra $500 millions par année d'ici 1980.

...La Banque Interaméricaine de Développement:

- à la fin de février, le président de la B.I.D. annonçait l'octroi éventuel d'un prêt de $25 millions à la Junte "pour réactiver l'économie" et que des pourparlers allaient être entrepris pour l'étude de projets d'investissements soumis à la B.I.D. (sommes impliquées: $500 millions).

...Le Fonds Monétaire International:

- une mission du F.M.I. se rendait au Chili en mars pour étudier "les besoins de financement du Chili en vue d'assurer l'équilibre de la balance des paiements"
- en 1975, le F.M.I. avait octroyé au Chili un prêt de $175 millions.

Le soutien des investisseurs américains et brésiliens

- Une délégation de la Overseas Private Investment Corporation, organisme dépendant du gouvernement américain, devait se rendre au Chili en mars.

- Outre l'intervention de l'impérialisme américain via les organismes internationaux et les siens propres, on doit noter aussi la présence économique au Chili du gendarme de l'impérialisme en Amérique: le Brésil. Le Banco do Brasil accordait au Chili, au début de cette année, une ligne de crédit de $50 millions.

- Mentionnons l'appui de l'Organisation des États Américains, qui tenait cette année sa réunion annuelle à Santiago.

- Enfin, quatre dirigeants de l'AFL-CIO, centrale syndicale américaine, étaient au Chili en mars, "afin d'entrer en contact avec les travailleurs ferroviaires, publics, portuaires, etc."

La situation économique au Chili

L'objectif de tout ce "programme de stabilisation", c'est de "donner un peu d'oxygène" à la dictature, au moment où celle-ci se trouve face à des conditions économiques extrêmement mauvaises.

. l'inflation est passée de 370% (1974) à 340% en 1975
. le produit national brut en 1975 est tombé de 15%
. la production industrielle en 1975 a chuté de 20%
. le pouvoir d'achat des salaires, réduit de 40% en 1974, a connu une nouvelle réduction en 1975.

Une amélioration passagère...

L'apport de nouveaux investissements, l'entrée au Chili de prêts substantiels auront certainement pour effet d'atténuer provisoirement les problèmes de balance des paiements*

* C'est ce qui permet cette année à la Junte de ne pas demander la renégociation de sa dette extérieure.

Mais ils ne feront d'autre part que renforcer les problèmes structuels du capitalisme dépendant au Chili.

. Ces crédits et investissements ne sont concédés au Chili que dans la mesure où s'y trouvent garanties par la dictature une politique favorable aux grands monopoles et des conditions de surexploitation des travailleurs.

. Ces prêts ne font d'autre part qu'augmenter la dette accumulée du Chili. Les paiements aux titres d'intérêts et d'amortissement de la dette seront de plus en plus élevés. A cela, ajoutons les indemnisations généreuses concédées et promises par la Junte aux entreprises nationalisées sous Allende.

. Enfin, les entreprises étrangères n'acceptent d'investir au Chili qu'à la condition de pouvoir en rapatrier des profits très élevés. Les pressions à cet égard sont telles que le Chili s'est finalement retiré du Pacte Andin pour ne pas être lié par une politique du Pacte limitant les sorties des profits des entreprises étrangères. Ces sorties de profits ne feront que poser à nouveau - à un niveau encore plus élevé - les problèmes de balance de paiements.

EXTRAITS D'UNE RENCONTRE AVEC JACQUES CHONCHOL

Suite à l'analyse de Pedro Vuskovic, lucide et clairvoyante, nous vous proposons quelques extraits d'une discussion qui a eu lieu à Montréal, à la CSN, le 10 septembre dernier, entre Jacques Chonchol et des militants québécois (de la CSN et du Comité Québec-Chili notamment).

Jacques Chonchol est aussi un économiste et comme Vuskovic il a été ministre (de l'agriculture) dans le gouvernement Allende au Chili. Il est membre du Parti de la "Gauche Chrétienne", Parti né en 1971 d'une scission du Parti Mapu quand ce dernier s'est proclamé "marxiste-léniniste". Il vit en exil à Paris où il est professeur. Il avait été invité au Québec par l'Association des Chiliens à Montréal entre autre pour prendre la parole le 11 septembre '76 avec René Lévesque du P.Q.

UNE TOUTE AUTRE VISION DES CHOSES

L'analyse qu'a présenté J. Chonchol est fondamentalement différente de celle de Vuskovic, elle n'est pas marxiste. Par exemple, pour Chonchol, les contradictions des dictatures militaires latino-américaines ne s'expliquent pas comme des nécessités mais plutôt comme des insuffisances. Par exemple, si la junte militaire chilienne n'a pas pu se constituer une base sociale, "c'est que les militaires ne sont pas assez intelligents" et non pas parce que les militaires représentent les intérêts d'une infime minorité, la grande bourgeoisie. Or, dans la situation de crise économique du capitalisme latino-américain (dépendant et atrophié), les intérêts de la grande bourgeoisie se heurtent de façon brutale à ceux des autres couches et classes sociales, ce qui explique que la junte ne puisse pas (malgré sa volonté) se constituer une base sociale.

Ailleurs Chonchol reconnaît que la division de la gauche a été et continue d'être un facteur négatif, c-à-d. qui joue en faveur de la dictature. Mais là encore, il ne donne aucune analyse qui expliquerait cette situation (quelles classes, fractions de classe, représentent ces partis, quels sont leurs liens au niveau international, quel est leur projet politique, etc..?). Non, la solution à cette division, c'est d'oublier le passé et d'essayer de partir à neuf poursuivant un seul et même but, celui d'abattre la dictature. Comme si ce but pouvait avoir le même sens pour le peuple chilien, pour Frei (de la D-C), ou pour le Parti Communiste!

Mais là où les propos de Chonchol s'opposent totalement à ceux de Vuskovic, c'est dans son analyse de la situation actuelle en Amérique latine. Comment expliquer toutes ces dictatures militaires, la répression systématique, le génocide économique, etc..? Là où Vuskovic voit la réponse historiquement nécessaire de l'impérialisme américain pour assurer sa domination sur son bastion stratégique, Chonchol n'y voit que des erreurs historiques, des mauvais pas qu'on pourrait effacer pour ensuite recommencer comme avant. De là découle qu'il n'y a qu'une chose à faire et vite: abattre la dictature, et à n'importe quel prix. S'il faut s'allier à la bourgeoisie, pourquoi pas; s'il faut faire campagne pour Carter, pourquoi pas?

Chonchol: "J'ai aussi moi personnellement confiance dans le contexte international et surtout dans la possibilité d'un changement de la politique américaine face à la junte. Je crois que l'une des choses que nous devons analyser et qui peut jouer en faveur du Chili et d'autres pays d'Amérique latine, ce sont les contradictions qui se donnent, même si quelques-uns ne les considèrent pas très importantes, mais qui peuvent être, jusqu'à un certain point, très importantes dans la société américaine, dans le système de pouvoir des Etats-Unis. Et sans aucun doute, pour les Démocrates, le jeu qu'ont joué Kissinger et Nixon et en général les Républicains et la C.I.A. dans l'affaire chilienne est un bon atout électoral. Alors, je crois que l'un des efforts que nos camarades chiliens font un peu partout c'est d'engager un type qui est assez difficile à engager jusqu'à présent, c'est Carter, parce qu'on ne sait pas très bien ce qu'il pense dans une prise de position plus claire qui peut lui convenir en tant que candidat face aux Républicains, mais

qui peut obliger d'une certaine façon les Démocrates, s'ils gagnent le pouvoir, à avoir, je ne dirais pas une attitude de révolutionnaires parce qu'on ne peut pas leur demander ça, mais une attitude plus dure en face de la junte militaire, ce qui facilite énormément l'action de la résistance chilienne. Alors il me semble que le contexte international peut aussi évoluer, si les Démocrates gagnent, d'une façon plus favorable pour l'avenir de notre pays et pour l'avenir de l'Amérique latine. Et ça c'est un élément qui me semble essentiel qui doit être joué pour l'avenir."

Question:
"Quand on dit que ça dépend de l'attitude des Etats-Unis, ça me laisse un peu perplexe parce que si on regarde par exemple l'expérience du Viet-Nam, la victoire au Viet-Nam n'a pas dépendu d'un changement de la politique extérieure des américains essentiellement. Il a pu y avoir quelques accrochages qui ont aidé, qui ont favorisé la résistance intérieure, mais de là à insister beaucoup là-dessus, ça me laisse perplexe parce que si c'est vrai que ça peut jouer, si c'est vrai que nous autres de l'extérieur on peut avoir une influence indirecte, il me semble que la décision est au Chili et en Amérique latine entière, qui est loin d'être libre, mais qui ne le sera pas par la bonne volonté de Carter qui lui a à peu près les mêmes amis que ceux de Ford. Ça ne changera pas sinon apparemment."

Chonchol:
"Je suis absolument d'accord avec vous, mais avec une petite différence. Je crois que fondamentalement la possibilité de libération dépend des peuples de l'Amérique latine, et la possibilité de libération dépend de la capacité d'unité qu'auront les peuples de l'Amérique latine. La responsabilité est chez eux. Mais tout de même, je crois qu'on ne peut pas négliger l'importance que les contradictions au sein de l'impérialisme ont pour <u>les petits pays</u> de l'Amérique latine. Et là il me semble qu'il y a une contradiction entre Démocrates et Républicains sur laquelle il faut jouer. La libération de l'Amérique latine ne va pas dépendre de cela mais une dureté plus grande des Démocrates vis-à-vis de la junte aide l'action de la Résistance chilienne. C'est ce que j'ai voulu dire. Je suis absolument d'accord que la libération dépend de chaque peuple, mais il ne faut pas oublier l'influence qu'a le monde international sur <u>les petits pays</u>, beaucoup plus que pour <u>les grands pays</u>.(1) Alors ça il me sem-

(1)Quand on dit que l'influence des Etats-Unis est plus grande sur les "petits pays" d'Amérique latine que sur les "grands pays", on peut se demander si le Canada est devenu un petit pays. Cela semble douteux comme distinction et démontre où un manque d'analyse flagrant de la réalité impérialiste ou de la démagogie.

ble que c'est un élément essentiel et surtout nous savons l'influence qu'a l'impérialisme américain sur l'ensemble de l'Amérique latine. Alors, toutes les contradictions et toutes les choses qui peuvent jouer aident l'action des peuples latino-américains. Et c'est dans ce sens-là que je dis que je pense qu'il y a un élément positif qu'il faut aussi jouer comme beaucoup d'autres."

Cet espoir placé dans Carter et dans les "Démocrates" américains est inséparable d'une certaine ligne politique réformiste mais aussi, en découle une conception de la solidarité internationale. Les réflexions que Chonchol nous a livré sur ce thème nous démontrent encore une fois qu'il n'y a pas d'action de solidarité qui soit neutre. Toute pratique concrète de solidarité est orientée par une analyse et option politique.

Question:

"Vous allez participer à un meeting à côté d'un chef d'un Parti politique (le Parti Québécois) et vous connaissez la nature et les intérêts de classe que défend ce Parti, et vous, vous représentez veut veut pas, la Résistance chilienne, (d'une façon très large), alors?... ma question est posée."

Chonchol:

"D'abord je dois dire la chose suivante. Je vous pose mon point de vue personnel. Moi, je n'ai pas le droit de me mêler dans les problèmes qui se posent politiquement à l'intérieur de chaque pays où j'ai l'occasion d'aller. Ma stratégie comme chilien et comme participant de la révolution chilienne est si tout le monde, dans un pays, peut solidariser avec le Chili, même le plus conservateur, il faut le faire se solidariser. Vous pouvez trouver que je suis peut-être trop cynique, mais moi j'ai un objectif, c'est d'augmenter la solidarité internationale de tout le monde contre la junte chilienne. Mon expérience en Europe c'est qu'il y a des gens de gauche, des gens d'ultra-gauche, des gens de centre et même des gens de droite mais qui sont anti-fascistes, et qui réagissent contre la junte. Alors, ça, c'est bon pour nous, c'est bon pour le peuple chilien et il me semble que c'est normal de le faire. Moi, je ne suis pas chez vous, je viens en passant pour deux ou trois jours, je viens pour essayer d'éveiller la plus grande

solidarité possible avec le peuple chilien. Maintenant, - vous avez sans doute des contradictions chez vous comme un peu partout, et c'est normal - mais je vous dis ma position personnelle, s'il y a une personne qui peut être conservateur, je ne sais pas si c'est le cas parce que je ne connais pas - la seule chose que je sais de ce Parti c'est que c'est le Parti de l'indépendance du Québec - enfin je ne sais rien d'autre. Mais je dirais même si Monsieur le Premier Ministre (il s'agissait alors de M. Bourassa) voulait participer à cet acte de solidarité avec le Chili, tant mieux pour le Chili, et tant pis pour la junte."

D'après nous, ce point de vue est erroné et dangereux. Bien sûr, il faut savoir profiter des contradictions qui accablent nos ennemis mais cela ne veut pas dire se mettre à leur remorque. Il faut avoir une vision claire du but poursuivi, de l'objectif stratégique et des tactiques justes pour y arriver. Si le Parti Québécois se joint au mouvement international de dénonciation des crimes de la junte chilienne, cela est positif, comme le sont les condamnations des Nations Unies, et il faut aussi travailler à ce niveau. Mais de là à inviter René Lévesque (et on préfère oublier la référence à Bourassa) le 11 septembre, journée de manifestation de la solidarité avec la Résistance du peuple chilien, il y a plus qu'un pas. Cela revient à faire de René Lévesque le symbole du mouvement québécois de solidarité avec la Résistance et objectivement à placer ce mouvement derrière Lévesque et le P.Q. La solidarité avec la Résistance chilienne ne doit pas affaiblir la lutte des travailleurs et des masses populaires, au contraire, elle doit la renforcer en contribuant à développer son niveau de conscience, de lutte et d'organisation; cela pour nous est fondamental.

De plus, il n'y aura pas de solidarité réelle, efficace, à long terme (boycot par exemple) qui ne vienne de la classe ouvrière, des couches exploitées du peuple et de ses organisations car elles seules ont intérêt à la victoire de la révolution chilienne et latino-américaine. Ce ne sera ni Carter, ni Lévesque qui seront l'appui extérieur à la Résistance chilienne et latino-américaine, tout au plus ponctuellement pourront-ils être utilisés

(dans la mesure où cela les sert) dans cette lutte pour le renversement de la dictature. Mais cette dernière, c'est là le message du camarade Vuskovic comme de tous les militants et organisations révolutionnaires du Chili, ne peut [illegible] l'oeuvre longue et douloureuse de la classe ouvrière chilienne et de ses alliés objectifs autour d'un programme menant à la dictature du prolétariat et au socialisme.